



Observatoire des exploitations agricoles : le dialogue s'installe

Le 25 octobre dernier, l'Observatoire économique des exploitations agricoles a réuni une trentaine de partenaires différents. Créé par la DRAAF en 2011, sa vocation est double : apporter une information objective sur la situation financière des exploitations agricoles et anticiper des éventuelles difficultés économiques. A partir des analyses présentées par la Mutualité Sociale Agricole et le CERFRANCE Midi-Pyrénées, l'ensemble des partenaires présents ont pu échanger sur les résultats économiques pressentis pour certaines filières de la

région : grandes cultures, arboriculture, bovins lait, bovins viande, ovins lait et ovins viande.

Les bons résultats de la **filière « grandes cultures »** se maintiennent en 2012 pour la troisième année consécutive.

La **filière « pomme »** souffre d'une baisse de production évaluée à 20 % en moyenne mais allant pour certains producteurs jusqu'à - 80 %. La bonne tenue actuelle des prix ne doit pas forcer l'optimisme car la campagne de commercialisation de la pomme ne fait que débuter. La forte variabilité des situations individuelles ne

permet pas de dégager une tendance moyenne fiable.

La **filière « prune »** quant à elle, devrait connaître enfin une année correcte après cinq campagnes aux résultats hétérogènes.

La **filière « bovins lait »** accuse une légère baisse de la production qui conjuguée à un prix en diminution et une hausse des charges, annonce une situation en berne par rapport à 2011.

La **filière « bovins viande »** bénéficie d'une situation où l'offre inférieure à la demande permet aux prix de croître. Toutefois, l'augmentation du coût de l'aliment lié à celui des céréales atténue cet

effet. Au final, les résultats 2012 sont attendus au même niveau que ceux de 2011.

Enfin, les **filières « ovines » (lait et viande)** profitent d'une légère augmentation des prix qui permet d'envisager des résultats 2012 sensiblement similaires à ceux de 2011.

Ces prévisions ne doivent pas faire oublier la diversité des réalités qui parfois s'écartent très largement de la moyenne. L'observatoire est avant tout un outil de partage d'informations et de dialogue.

Agriculteurs engagés

en

2/3 sont bacheliers

Les exploitants agricoles ayant des productions sous signe de qualité sont en moyenne plus diplômés. La moitié d'entre eux n'a cependant pas atteint le niveau Baccalauréat.

L'écart avec ceux qui ne produisent pas sous SIQO est essentiellement lié à leur structure par âge.

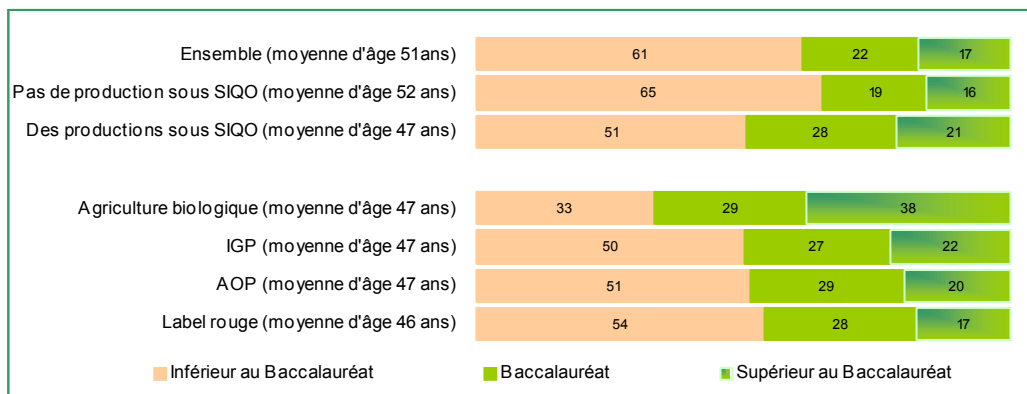
En effet, la part d'exploitants âgés de plus de 60 ans est bien moindre dans les exploitations produisant sous SIQO.

Quant aux jeunes (30 ans ou moins), ils y sont, en proportion, deux fois plus nombreux. Cependant, à classe d'âge équivalente, les exploitants produisant sous SIQO restent plus diplômés.

Ceux pratiquant l'agriculture biologique sont particulièrement nombreux à détenir un diplôme de niveau supérieur au baccalauréat (près de deux sur cinq).



Midi-Pyrénées - Répartition des chefs et coexploitants entre les niveaux d'études selon la présence ou non de production sous signe officiel de qualité (%)



Source : Agreste-Recensement agricole de 2010

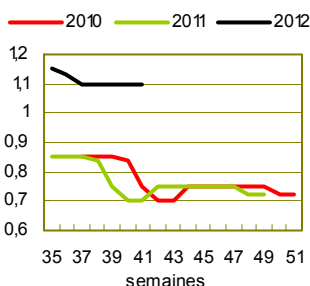
La récolte de pommes en forte baisse

La récolte de pomme 2012 est en baisse. Les mauvaises conditions climatiques notamment les gelées printanières mais aussi les pluies ont fortement impacté la production. La floraison a été entravée par la coulure de l'eau sur les fleurs qui a freiné la pollinisation des vergers.

La récolte européenne a été estimée à 9,74 millions de tonne soit 7 % de moins que la moyenne des 3 dernières années et en retrait de 9 % par rapport à l'an dernier.

En France, la baisse est de 30 % pour une production de 1,3 million de tonne. Ce déficit est très hétérogène. Le Limousin est très impacté avec une perte moyenne de 45 % mais pouvant atteindre 60 à 80 %. Le sud-ouest accuse un recul de 20 à 30 %.

Pomme Gala plateau 1 rang 170-220 g. Sud-ouest



Source : FranceAgriMer

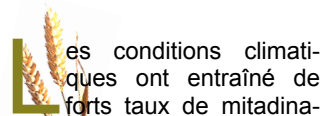
Par rapport à la campagne 2011, la date de récolte se situe 15 jours plus tard mais elle retrouve ainsi sa période normale. La récolte de gros calibres est pénalisée mais la qualité est bonne.

Dans le Sud Ouest, la variété Golden subit en moyenne une baisse de production de 10 %. Pour la variété Chanteclerc le déficit est de 30 à 40 %, alors que pour la Granny et la Gala il atteint 50 %.

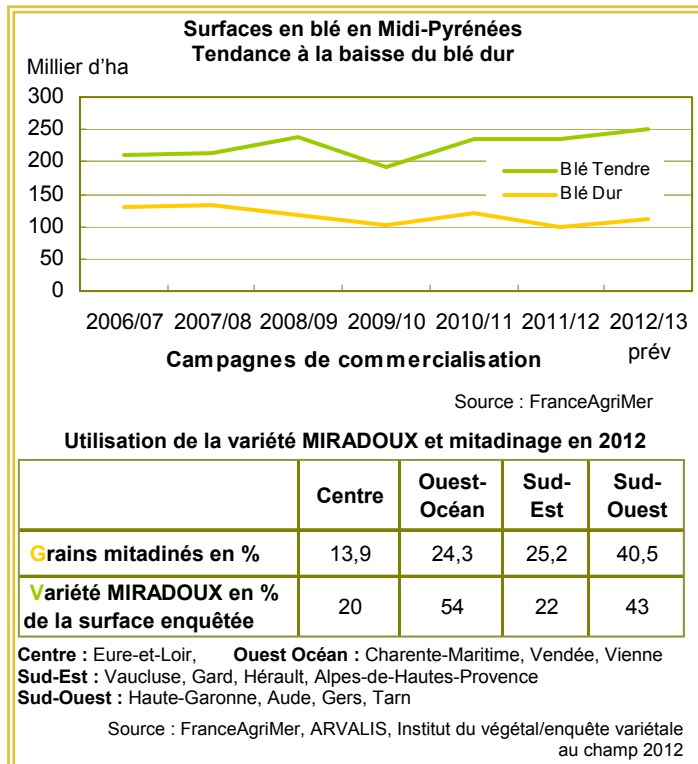
Actuellement l'écoulement sur le marché français reste assez limité et à l'exportation le fruit est gêné car il entre en concurrence avec les productions locales. Toutefois les prix à l'expédition sont plus soutenus qu'à la même date en 2011.

Marché des céréales porteur : l'exception du blé dur

La filière des grandes cultures est dans une situation favorable sauf pour le blé dur.



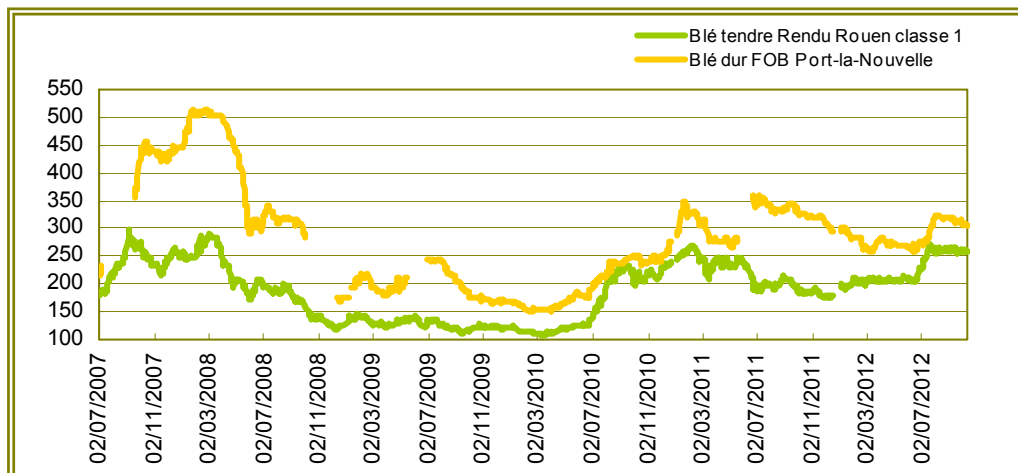
Les conditions climatiques ont entraîné de forts taux de mitadinage. En effet, le blé dur, à la différence du blé tendre, a un grain vitreux. Cette vitrosité donne au blé dur des caractéristiques technologiques différentes de celles du blé tendre. C'est ce qui permet la fabrication de semoule utilisée principalement pour les pâtes alimentaires. Le mitadinage rend le grain plus farineux et diminue son rendement semoulier. La qualité commerciale type retenue par l'industrie est un taux de mitadin inférieur à 20 %. Avec une moyenne de 40 %, le Sud-Ouest est la zone la plus affectée par le problème en 2012. Sur les 5 dernières campagnes, le Sud-Ouest a également eu les plus forts taux de mitadinage par rapport aux autres régions françaises productrices. En 2008 ce taux était de 23,4 % et en 2009 16 %. Au-delà des aléas climatiques, les problèmes de qualité récurrents sont aussi dus aux choix variétaux pratiqués par les exploitants agricoles de la région. Miradoux est la variété prédominante en raison de sa bonne productivité mais c'est aussi la variété la plus sensible au mitadin.



Les difficultés de commercialisation du blé dur sont illustrées par des niveaux de stocks et de mises en dépôts importants : 170 000 tonnes pour les stocks en septembre 2012 contre 147 700 tonnes à la même époque l'an dernier et près de 195 000 tonnes pour les dépôts contre 111 000 tonnes en 2011. La culture du blé dur se retrouve en concurrence avec

celle du blé tendre. Les prix des céréales sont, en effet, à des niveaux élevés par rapport à 2011 : au-delà des 250 euros la tonne pour le blé tendre (264,50 euros la tonne rendu Rouen au 5 novembre 2012) et l'écart de prix avec le blé dur diminue, rendant cette dernière culture moins rémunératrice pour les producteurs.

Evolution du cours des blés depuis 2007



Source : FranceAgriMer

Bilan de la campagne de commercialisation viticole 2011-2012(*)



Prix et volumes de transactions

Les disponibilités en début de campagne sont importantes suite à une récolte 2011 de vin en hausse de 15 % par rapport à la campagne précédente. La récolte 2011 en Midi-Pyrénées s'élève à 2,85 millions d'hectolitres contre 2,49 en 2010. Concernant les volumes commercialisés en vrac dans le Gers, suivis sur la place d'Eauze, le bilan de la campagne viticole 2011-2012 fait apparaître une hausse de 78 % sur les volumes de transaction des vins blancs sans indication géographique (IG) par rapport à la campagne précédente et une légère hausse de 3 % sur les volumes de transaction des vins blancs à indication géographique protégée (IGP). Les prix moyens des vins sans IG sont restés stables. En revanche, ceux des vins blancs IGP affichent une baisse de 5 %. Les volumes de transaction en vrac des vins rouges sans IG sont assez stables alors que ceux des vins rosés sans IG ont augmenté de 27 %.

Le département du Gers regroupe environ 97 % des transactions en vrac de vins blanc IGP et sans IG de la région Midi-Pyrénées et 25 % de celles de vins rouges et rosés sans IG. Les transactions en vrac de vins rouges et rosés IGP s'élèvent à 90 285 hl, dont 11 000 hl dans le Gers, à un prix moyen de 70 €/hl. Les vins avec mention du cépage sont mieux valorisés avec des prix moyens sur la campagne 2011-2012 dépassant les 70 €/hl pour les vins

IGP blancs comme pour les vins sans IG blancs. A titre d'exemple, le prix moyen des vins IGP Sauvignon blanc est de 78 €/hl et de 72 €/hl pour les vins sans IG.

Concernant le bassin viticole Sud-Ouest, les sorties de chais sur la campagne 2011-2012 s'élèvent à 930 170 hl pour les vins à indication géographique soit 1,7 % de plus que la campagne précédente. Les IGP Côtes de Gascogne et Comté Tolosan représentent respectivement

68 % des volumes avec 637 560 hl et 15 % des volumes avec 139 140 hl. Globalement, les vins IGP blancs représentent 66 % des volumes commercialisés.

Pour les vins d'appellation d'origine protégée (AOP) du bassin Sud-Ouest, les sorties de chais s'élèvent à 500 000 hl, soit une baisse de 2 % par rapport à la campagne précédente. Les vins rouges représentent 75 % des volumes avec 374 983 hl.

Sorties des chais des vins AOC

AOP	2010/2011	2011/2012	Evolution (%)
Cahors	150 695	153 774	2
Gaillac	134 052	128 502	-4
Fronton	66 916	62 849	-6
Madiran	52 314	52 654	=
Saint-Mont	52 889	54 893	4
Autres	51 000	46 966	-8
Total	507 866	499 638	-2

Source : Interprofession des vins du Sud-Ouest et Union interprofessionnelle du vin de Cahors

Transactions de vins en vrac

	Campagne 2011-2012		Campagne 2010-2011	
	Volumes (hl)	Prix (€/hl)	Volumes (hl)	Prix (€/hl)
Vins IGP Blancs	231 690	64,9	225 250	68,1
Vins sans IG Blancs	604 230	53,6	338 821	53,8
Vins sans IG Rosés	89 487	44	70 310	40,9
Vins sans IG Rouges	21 326	46,8	21 961	49,9

Source : FranceAgriMer-données contrats d'achat

(*) la campagne de commercialisation viticole 2011-2012 comprend ce qui est commercialisé entre le 1^{er} août 2011 et le 31 juillet 2012.

Le plan stratégique du bassin laitier du Sud-Ouest

À l'automne 2011, la conférence de bassin laitier du Sud-Ouest a confié à l'interprofession Cilaïsud l'élaboration d'un plan d'actions basé sur un cadre stratégique axé sur quatre orientations :

- gouvernance, synergie, coordination, dynamique,
- adaptation, conseil, formation, expérimentation,
- territoire, installation, modernisation,
- marchés, consommateurs, innovation.

La mise en œuvre du plan s'est centrée sur des orientations pour lesquelles des moyens d'actions ont été

dégagés : appui technique et technico-économique, installation, investissements, recherche et innovation, structuration des filières. La concrétisation du plan stratégique s'appuie notamment sur les dispositifs d'investissement existants tels que le plan de modernisation des bâtiments d'élevage, le plan de performance énergétique (PPE), ... Les sources de financements sont multiples : contrat de projet Etat-Région, Conseils Régionaux, Conseils Généraux, crédits FranceAgriMer. Des réunions ont eu lieu entre les DRAAF Aquitaine,

Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées, avec Cilaïsud pour sensibiliser les chambres régionales d'agriculture du bassin sur ces actions et entraîner une plus forte mobilisation des entreprises de conseil élevage (ECEL) du Sud-Ouest.

Il a été acté que les actions à mettre en place dans ce cadre dès 2012 sont :

- l'appui technique rénové (qualité du lait et compétitivité technico-économique),
- l'installation (anticiper les cessations et accompagner la reprise des exploitations, accompagner les porteurs de projets),

- l'expérimentation et l'innovation avec l'observatoire des industries agroalimentaires (IAA) du lait (recensement des attentes des IAA : innovation, recherche et développement).

Le bassin laitier du Sud-Ouest est le seul bassin ayant élaboré un plan stratégique. La charte du plan stratégique représente un engagement moral des acteurs de l'amont et de l'aval de la filière. Elle sera signée par les représentants professionnels lors de la conférence de bassin du 30 janvier 2013.

IAA : la demande s'essouffle

Baisse des volumes de production, tendance inflationniste et frilosité de la consommation.

Durant le troisième trimestre 2012, l'indice de la production industrielle (IPI, source Insee) des industries agroalimentaires (IAA) nationales est en repli de 0,2 % par rapport au second trimestre. Les diminutions les plus significatives concernent l'industrie des viandes (- 2,9 %) et l'industrie laitière (- 1,5 %). De plus, en septembre la production de denrées alimentaires a baissé de 1,6 % par rapport au mois d'août. En revanche, durant les mois de juin à août 2012 l'indice de chiffre d'affaires (ICA, source Insee) des IAA nationales a progressé de 0,6 % par rapport aux trois mois précédents. L'évolution la plus significative concerne la fabrication industrielle de produits de boulangerie (2,2 %) suivie par la fabrication d'autres produits alimentaires (1,1 %). En août, l'ICA des IAA nationales augmente de 2,7 % après avoir baissé de 1,6 % en juillet et de 0,5 % en juin.

Selon l'enquête nationale de conjoncture réalisée par l'Insee en octobre 2012, l'activité des IAA durant ces derniers mois reste faible, et confirme une situation de repli. Les carnets de commande globaux et étrangers se dégarnissent, et les stocks de produits finis sont

jugés moyens. Les IAA s'inscrivent totalement dans la dynamique globale de l'industrie manufacturière, avec un indicateur synthétique du climat des affaires qui régresse de cinq points par rapport au mois précédent. Ce contexte de morosité est particulièrement difficile pour les industries de la viande qui subissent une double contrainte du fait d'une part de l'augmentation des cours des animaux destinés à l'abattage, et d'autre part de la diminution des volumes abattus, ce qui entraîne une rareté des quantités de matière première disponible. De ce fait, de très nombreuses unités de transformation de la viande sont en sous capacité d'utilisation des outils industriels. Cela risque de compromettre à brève échéance leur pérennité.

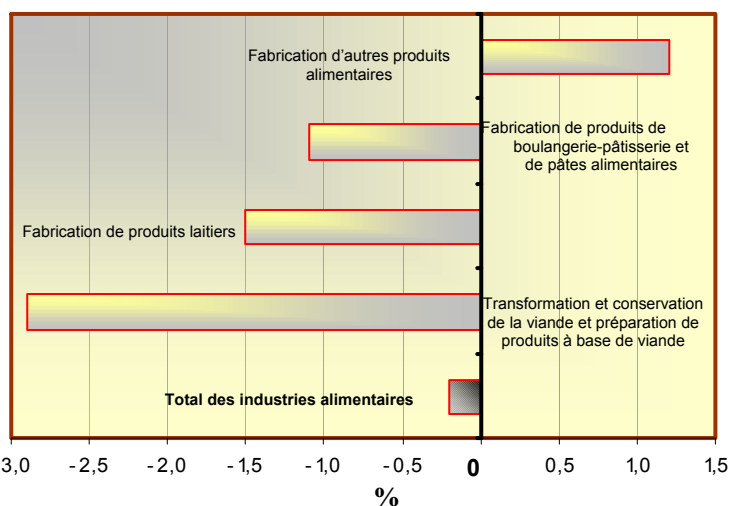
Il y a malgré tout une embellie, avec la consolidation du solde du commerce extérieur des produits agroalimentaires français. L'excédent cumulé des neuf premiers mois de 2012 s'élève à 6,67 milliards d'euros, et affiche une progression de 23,3 % par rapport à la même période de 2011.

Enfin, l'indice des prix à la consommation des produits alimentaires pour les ménages métropolitains fourni par

l'Insee fait ressortir au cours du troisième trimestre 2012 une baisse de 0,6 % des prix alimentaires par rapport au second trimestre. Mais le mouvement inflationniste réapparaît au mois d'octobre, avec 1 % d'augmentation par rapport à septembre. L'instabilité récurrente de l'environnement économique affecte le moral des ménages et influe sur leur acte d'achat. Ce que corrobore l'examen des panels Symphony IRI Group en mentionnant que depuis le

début de l'année les volumes de produits alimentaires vendus dans la grande distribution jouent allègrement au yoyo d'un mois sur l'autre. Ce que confirme l'enquête sur les dépenses de consommation des ménages réalisée par l'Insee, et qui affiche une baisse des dépenses alimentaires de 0,1% en septembre, précédée également d'une baisse de 0,2 % en août, mais contrebalancées par la hausse de 0,1 % en juillet.

Evolution de l'indice de production des Industries agricoles et alimentaires, France entière (3^e trimestre 2012 par rapport au trimestre précédent)



Source : INSEE-IPI France entière

Agreste

La statistique agricole

www.agreste.agriculture.gouv.fr

www.draaf.midi-pyrenees.agriculture.gouv.fr

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

www.franceagrimer.fr

www.Rnm.franceagrimer.fr

RNm
RESEAU
DES NOUVELLES
DES MARCHÉS



Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt
Service Régional de l'Information Statistique, Économique et Territoriale
Cité administrative bât. E - Bd Armand Duportal
31074 TOULOUSE cédex
Mél : donnees-agreste.draaf-midi-pyrenees@agriculture.gouv.fr

Directeur régional : Michel SALLENAVE
Directrice de la publication : Paula FERNANDES
Rédacteur en chef : Laurence TOURET
Rédaction : DRAAF
Composition : Dany GAYRAUD
Impression : SSP Toulouse
Dépôt légal : à parution - ISSN n° 1958-1475

Décembre 2012